



Une lutte permanente



Ainsi donc, les écoliers zurichois continueront d'apprendre le français. L'initiative demandant qu'une seule langue étrangère, forcément l'anglais, soit enseignée à l'école primaire a été balayée. Saluons cet événement comme une victoire du bon sens certes, mais également comme un succès favorisant la diffusion de la culture francophone dans le cadre du plurilinguisme et du dialogue des cultures, un postulat prioritaire de notre association.

Mais que penser de La Poste dont les nouvelles boîtes aux lettres porteront l'inscription «Postmail»? Un scandale que les participants des Rencontres de Neuchâtel ont dénoncé, le conseiller national Didier Berberat se chargeant de relayer notre mécontentement – doux euphémisme – sous la coupole fédérale. Pour ne pas demeurer en reste sur le terrain du ridicule, les CFF emboîtent le pas. Ils ont récemment sorti un document «Grattez et gagnez» qui vante la progression de l'abonnement demi-tarif. Les textes explicatifs sont dans les trois langues nationales. Normal. Mais si vous n'avez pas gagné, apparaît sur le petit carré que vous avez gratté le mot «Sorry». Un exemple de plus qui incite le monde de la francophonie à créer un front uni contre les anglicismes qui foisonnent en Suisse, véhiculés même au plus haut niveau de l'Etat, la Confédération ne résistant pas à montrer le mauvais exemple.

Les partenaires francophones de Neuchâtel ne se sont pas contentés de critiquer. Leur travail de réflexion sur le thème de l'enseignement du français à l'école aura une suite. Face à la dérive constatée en Romandie, chacun a pris conscience de ses responsabilités et de ses devoirs. L'avenir du français passe par la capacité à convaincre les gouvernements cantonaux à améliorer la qualité de l'enseignement au sein de leur système éducatif. C'est pourquoi l'ASJLF donne d'ores et déjà rendez-vous, en mars prochain, aux décideurs économiques, professeurs, experts, hommes de médias, politiques, étudiants pour débattre d'enjeux cruciaux lors d'un symposium qui devra creuser le sillon du futur.

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Rencontres de Neuchâtel

La dérive du français à l'école

Les associations suisses défendant la francophonie ont abordé le thème de l'apprentissage du français, de ses insuffisances et des pistes à explorer pour améliorer la qualité de l'enseignement. La décision a été prise d'organiser un symposium en mars prochain.

Pour la 3^e année consécutive, notre association a réuni, le 28 octobre dernier, les partenaires francophones de notre pays – une quinzaine de groupements et d'associations – dans la salle des Chevaliers du château de Neuchâtel. Le thème principal de l'ordre du jour portait sur une interrogation: «Quels remèdes pour que l'apprentissage du français réponde au mieux aux besoins de la vie professionnelle?» Une préoccupation qui s'étend à l'ensemble de la Romandie depuis que l'électrochoc Pisa a mis en évidence les lacunes qui ont défrayé la chronique. Les élèves de la Suisse francophone sont descendus dans l'oral comme dans l'écrit de plusieurs niveaux de langage. L'orthographe, la grammaire et la compréhension des textes figurent au tableau des insuffisances les plus évidentes.

La discussion dirigée par Daniel Favre a mis en relief la diversité des opinions émises selon que les intervenants proviennent des milieux économiques ou de l'enseignement. Sans oublier les adeptes d'une troisième voie qui privilégient une nouvelle langue parlée utilisée via l'internet et les SMS.

Constat

Les participants ont admis que leurs déclarations avaient permis d'établir un état des lieux. Qui a démontré les carences en matière de lecture et d'écriture et ses néfastes conséquences pour les jeunes, qu'ils poursuivent leurs études ou qu'ils entrent en apprentissage.



Personne ne possède la panacée. Différentes tendances se sont manifestées lorsque le point des solutions envisagées a été abordé. Un trop vaste problème pour que l'assistance puisse en maîtriser les tenants et les aboutissants en si peu de temps. Un premier pas a été franchi, celui du constat. Reste le plus difficile: trouver les solutions susceptibles de générer les améliorations souhaitées.

Décision

D'un commun accord, les représentants des associations francophones présents à Neuchâtel ont posé les jalons de la prochaine étape. Résumé:

Vu que la société évolue, il est nécessaire de se préoccuper de ses changements qui doivent s'intégrer dans une panoplie de parades garantissant l'ex-

cellence de l'apprentissage du français. Si le débat n'a pas apporté de solutions claires et précises, il en est ressorti que les participants se sont prononcés en faveur d'un recadrage des paramètres liés à l'enseignement. En clair, il devient urgent d'ouvrir une large consultation sur le plan de la Romandie. D'où la décision de la mise sur pied, en mars prochain, d'un symposium sur l'enseignement du français en Suisse dans le cadre de la Semaine de la langue française. Avec au programme séance plénière, ateliers traitant des enjeux au niveau des milieux de l'enseignement, de l'économie, du politique, des médias et séance conclusive avec prises de position et solutions.

Jean-Pierre Molliet
Coordinateur des Rencontres
de Neuchâtel

Un scrutin qui rassure le monde francophone helvétique... et la Suisse

La bataille de Zurich

C'est probablement, pour la Suisse, un moment d'histoire. Le 26 novembre 2006, les citoyens du canton de Zurich ont refusé l'initiative qui, soutenue par de nombreux enseignants, excluait une deuxième langue «étrangère» du programme de l'école primaire. Implicite: l'anglais aurait ses entrées dans les classes, alors que le français, lui, se verrait renvoyé, pif, paf, à la septième année.

On en tombe d'accord: les Zurichois, après les Thurgoviens, les Bâlois et les Schaffhousois, n'ont pas pris seulement une décision qui «ferait plaisir aux Romands» (lesquels maintiennent, eux, la priorité de l'allemand) ou qui renforcerait la cohésion nationale. Car d'autres raisons, bien sûr, ont inspiré le vote. D'abord, si la Confédération, forte d'une nouvelle loi, se posait l'année prochaine ou la suivante en coordinatrice des programmes, elle pourrait décider que le seul idiome offert aux petits écoliers ne serait pas celui du monde américanisé, mais celui de la Francophonie. Catastrophe, alors... Et puis, beaucoup de maîtres et de maîtresses craignent l'alourdissement de leurs tâches. On peut, d'ailleurs, les comprendre. Faire entrer dans les chères têtes blondes, brunes, rousses et noiraudes non seulement le haut allemand, mais encore deux autres langues, et par conséquent devoir les ap-

prendre, les connaître et les parler soi-même... redoutable perspective. Redoutable et pourtant, de notre point de vue, salutaire. Il est temps que notre pays prétendument polyglotte se hausse à la hauteur de ses ambitions. Non, certes, que chacun de nous puisse, un beau jour, s'exprimer avec aisance dans toutes les langues nationales! La traduction, comme par le passé, jouera son rôle très précieux. La traduction, que les Suisses pratiquaient systématiquement jadis; la traduction, que des professionnels cultivaient, et cultivent encore, avec scrupule, et parfois avec un admirable talent; la traduction, que certains grands commis, à commencer par le paranoïaque directeur général de La Poste, se mettent progressivement à supprimer pour que le courrier devienne *mail* (un exemple parmi mille autres!) et que s'instaure un fade et disgracieux sous-anglais. Mais une connaissance au moins élémentaire, au moins passive (et plus si entente)

de la «culture de l'autre» peut et doit maintenir le sentiment d'une communauté, d'un cousinage, d'une sympathie réciproque. C'est vital.

Puis, on n'en parle guère, et pourtant! La Confédération helvétique s'est engagée, avec armes et bagages, dans l'Organisation internationale de la Francophonie; elle a embrassé la cause de la «diversité culturelle»; et d'ailleurs elle a très activement soutenu cette cause à l'Unesco, où les Etats-Unis, qui voulaient faire des biens culturels des marchandises négociables et périssables comme les autres, ont été platement battus. La honte, alors, si nous n'acceptons pas nous-mêmes ce que nous exigeons des autres...

Pour l'heure (celle où nous mettons *Alouette* sous presse!), la question demeure de savoir si, après le vote zurichois, le Parlement fédéral devrait encore légiférer sur l'enseignement des langues et si les

conseillers nationaux Didier Berberat (Neuchâtel) et Christian Levrat (Fribourg) n'auraient pas tort de persévérer dans leur entreprise. Ils voudraient que, d'un bout à l'autre des cantons, la première «langue seconde» enseignée soit, dès la troisième année primaire, le français ou l'allemand, et que partout l'anglais soit repoussé, lui, à la cinquième année. Mais faut-il vraiment aller jusque-là? Ne pas se contenter, à Zurich ou ailleurs, d'un français relativement précoce? Imposer une nouvelle loi fédérale en privant les cantons d'un gros morceau de l'autonomie qui leur reste? Et, d'ailleurs, courir le risque d'un référendum qui pourrait allumer une bataille quasiment haineuse?

Le mieux est, dit-on, l'ennemi du bien. Aujourd'hui, saluons le «bien»: la bataille de Zurich, dont on craignait l'issue, s'est terminée de manière à donner à l'école, au pays, un nouvel élan.

Jean-Marie Vodoz

Une pertinente question du conseiller national Didier Berberat

Berne et les anglicismes

Le conseiller national Didier Berberat rappelle que les sept Sages sont chargés de veiller à ce que l'Administration fédérale et les entreprises dépendant de la Confédération évitent d'utiliser des expressions et des mots anglais ou américains lorsque leurs équivalents existent en allemand, français et italien.

Le Conseil fédéral a déjà été interpellé à plusieurs reprises sur les réponses qu'il entendait apporter à la multiplication des anglicismes dans les textes rédigés dans l'une de nos langues nationales ou dans les appellations de certaines entités ou programmes de la Confédération. Les timides mesures proposées jusqu'ici par l'Exécutif semblent peu suivies et passablement inefficaces. Dans une intervention parlementaire déposée le 7 décembre dernier, le conseiller national Didier Berberat rappelle que si le Conseil fédéral se doit de garantir, sur la base de l'article 18 de la Constitution, la liberté de la langue auprès de nos concitoyens, il ne doit pas non plus oublier que les langues nationales sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche, comme le mentionne l'article 4 de cette même Constitution. «Aujourd'hui, nous attendons que le Conseil fédéral prenne de véritables mesures à même de défendre l'un des patrimoines culturels les plus importants de notre pays: ses langues nationales qui recèlent chacune de grandes richesses», a-t-il indiqué en déposant un postulat dont nous publions ci-contre les éléments essentiels.

«Track & Trace», «PickPost», «PostMail»

«Le 18 juin 2004, le Conseil national a accepté l'un de mes postulats (04.3159) qui demandait au Conseil fédéral de veiller à ce que l'administration et les entreprises dépendant de la Confédération évitent d'utiliser des expressions et des mots anglais ou américains lorsque leurs équivalents existent en allemand, français et italien. Le postulat, auquel le Conseil fédéral s'était d'ailleurs montré favorable, demandait en outre que le choix d'appellations à consonance anglaise soit à l'avenir proscrit pour les offices, services et programmes de la Confédération et des entreprises qui en dépendent. Malheureusement, la situation semble avoir peu évolué depuis. Ainsi, l'indication «PostMail» apparaîtra désormais sur les boîtes aux lettres du réseau postal. Par cette lumineuse initiative, La Poste pense-t-elle vraiment pouvoir rendre le courrier postal plus attractif vis-à-vis du courrier électronique que la langue française, pas toujours si conservatrice, appelle d'ailleurs désormais «courriel»? Etablissement autonome



de droit public dépendant de la Confédération et donc directement concernée par le postulat susmentionné, La Poste use et abuse du recours à des anglicismes douteux. La page d'accueil française de son site internet ne contient ainsi pas moins de 20 termes en anglais parmi lesquels on relèvera notamment les perles suivantes: «Track & Trace», «PickPost», «DocuCenter» ou encore le redoutable «Calculator»

(site visité le 12 novembre 2006)! La Poste n'est toutefois pas seule à recourir à des termes en anglais. Ainsi, si la qualité du programme est à souligner, on ne peut que regretter que l'OFSP et l'OFSP aient choisi l'appellation «Cool and clean... for the spirit of sport» pour désigner leur programme de promotion d'un sport sain, sans dopage et toute autre forme de toxicomanie. Sur la base de ce qui précède, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Quelles mesures concrètes le Conseil fédéral a-t-il prises depuis l'adoption du postulat 04.3159 afin d'éviter l'usage d'anglicismes dans l'Administration fédérale et dans les entreprises dépendant de la Confédération?

2. Quelle est l'appréciation générale du Conseil fédéral sur l'utilisation d'anglicismes au sein de son administration et des entreprises dépendant de la Confédération?

3. Le Conseil fédéral a-t-il un avis sur l'apposition de l'indication «PostMail» sur les boîtes aux lettres du réseau postal suisse?»

Didier Berberat

L'Agence télégraphique suisse

encore et toujours sur le chemin de l'innovation

Un SMS de 137 signes

Le paysage médiatique suisse est en mutation. Le changement ne se limite pas au nombre et au genre des médias. Il s'étend aux contenus, aux méthodes de travail, à la manière d'appréhender les choses et de rapporter les faits. Le journalisme d'agence n'y échappe pas. Le point en compagnie de Marc-Henri Jobin, chef de la rédaction française de l'ATS.

– **L'ATS planche sur un nouveau concept de la récolte et de la diffusion de l'information. Pouvez-vous lever une partie du voile?**

«Il s'agit d'un concept appelé «Moteur à 4 temps». Nous avons l'idée de lancer un premier jet sous forme d'un SMS de 137 signes au maximum. Une sorte d'alerte concernant chaque dossier constituant un point fort de l'actualité du jour. Dans le quart d'heure qui suit, nous imaginons un développement d'un contenu variant entre 350 et 1080 signes. Dans un troisième temps, nous préparons des rajouts en forme d'articles sépa-

rés avec un angle à chaque fois spécifique. Avantage pour les acteurs qui utilisent l'information immédiate via online ou les médias électroniques: un même sujet sera présenté sous différentes facettes en cours de journée par des informations renouvelées. Enfin, la synthèse finale se différenciera des premières nouvelles transmises.»

– **Des précisions sur le SMS d'alerte?**

«En 137 signes au plus, le journaliste donnera un premier angle sur une information qui sera, par la suite, élargie à d'autres aspects. A lui d'en tirer la substance la plus essentielle. Un apprentissage de ce type d'écriture est nécessaire. Nous bénéficions des conseils de Michèle Jaccard, de la RSR, qui enseigne à nos collaborateurs la manière de rédiger un communiqué en allant directement à l'essentiel. Car nous sommes d'avis que l'auteur de ce premier jet doit être le journaliste qui couvre l'événement. Sur place, il saura

sélectionner les éléments dominants du dossier. Et il y a gain de temps pour la transmission de l'alerte qui sera dirigée vers le service de base clients médias et vers les sites qui sont abonnés à nos services online et téléphonie mobile.»

– **A quand le démarrage de ce nouveau concept?**

«Nous avons deux contraintes. Des aspects techniques doivent encore être

réglés. Nous devons en outre nous concentrer prioritairement sur les prochaines élections fédérales qui nous empêcheront de vouer suffisamment de temps pour mener à chef notre projet. Fin 2007, début 2008 me paraît une échéance raisonnable.»

*Propos recueillis par
Jean-Pierre Molliet*



Marc-Henri Jobin

Né en 1960, il est licencié en sciences économiques. Il a effectué un stage à l'ATS, en 1983, comme correspondant de la rubrique économique francophone. Il a été correspondant pour l'Agefi à Zurich de 1986 à 1992 et responsable des publications du service d'analyses financières de la Banque Populaire Suisse de 1992 à 1994. Il a été nommé chef de la rubrique économique francophone de l'ATS à Berne en 1994. Depuis 1998, il cumule les postes de rédacteur en chef adjoint et rédacteur en chef des services en langue française de l'agence.

La chronique du linguiste

Allemand, ta langue s'en va

Aux 6 pages consacrées à ce problème par son jeune concurrent de droite, *Focus*, mi-mars 2005 («Denglisch! Die deutsche Sprache ist in Gefahr»), l'auguste *Spiegel* de la gauche libérale allemande bien-pensante répondait, le 2 octobre 2006, par un article enflammé et très fouillé (15 pages) – certes nourri, sans l'avouer, du reportage précité – illustré par-dessus le marché sur toute la couverture de la revue: «Rettet dem Deutsch! Die Verlotterung der Sprache» (sauvez l'allemand! La décrépitude de la langue). C'est dire si la situation est grave chez nos cousins, et ce ne sont pas les lettres de lecteurs publiées une semaine plus tard qui contredirent ce triste constat; d'ailleurs, les lignes choisies par le vénérable hebdomadaire hambourgeois pour résumer les réactions de ses fidèles furent on ne peut plus claires: «Das pseudo-englische Protz-Geschwafel in diesem Land ist affig, peinlich und nicht mehr zu ertragen» (Ces fâcheuses fadaïses pseudo-anglaises de nos frimeurs sont affligeantes et carrément insupportables).

Le sujet abordé n'est donc plus l'apanage d'ergoteurs vétilleux empêtrés dans leurs brouilles, mais bel et bien celui de citoyens excédés. Quant à nos chers lin-

guistes, ils ne peuvent plus se contenter de jouer aux faux niais pour cultiver leur fameux recul «scientifique» de descripteurs désintéressés, vaseux prétexte, du reste, à leur veulerie et mauvaise foi, laquelle n'est pas sans rappeler les communiqués lénifiants des «responsables» de centrales nucléaires ou usines chimiques après chaque «incident mineur».

Mais l'évolution linguistique de notre monde est-elle vraiment inéluctable? Comment d'ailleurs tant d'Allemands sont-ils passés de Globetrotter à Globetrottel (courges ou cruches globalisées)? Pourquoi diable nos compatriotes s'empifrent-ils si goulûment de mots ricains, sans observer le moindre jeûne ni ressentir la moindre gêne? Pour quelle raison les universités se sentent-elles obligées de s'affubler de ridicules «departments» et de distribuer d'innommables «bachelors» et autres «masters»? Pour le célèbre romaniste allemand et ancien professeur au Collège de France Harald Weinrich – qui, dans les années 1980, faisait encore partie des insouciantes – cela est proprement scandaleux. Sans compter que même la presse anglophone s'en ofusque maintenant, allant jusqu'à reprocher aux Allemands leur «linguistic sub-

missiveness» (servilité linguistique). Quand on pense que l'Université technique de Munich, par ailleurs trop souvent citée en exemple, propose déjà 16 filières entièrement en anglais, pour attirer, entre autres, des étudiants étrangers aux «bourses» bien remplies et que cette dernière donne des idées aux apprentis sorciers de l'ETHZ et surtout de l'EPFL, il y a effectivement de quoi se faire de gros soucis... Or, ce phénomène de mode marchande, magistralement orchestré par l'OMC et l'OCDE, s'est emparé de toute la société, à commencer par nos jeunes que l'économie manipule effrontément, quitte à les débaucher pour mieux les exploiter. Faut-il alors s'étonner que tant de naïves victimes du pseudo-anglais des publicitaires, vendeurs futiles d'appareils inutiles, de musique débile, ne savent plus s'exprimer qu'en s'SMSisant, que leurs compétences en lecture se réduisent dangereusement au contenu de bulles de BD. Certains ne se donnent même plus la peine de faire la différence entre parler et mâcher du chewing-gum, remarque Wolf Schneider (repris par le *Spiegel*), l'ancien directeur de l'Ecole de journalisme de Hambourg et brillant critique linguistique de *NZZ Folio* («Sprachlese»), au-

teur percutant de maints ouvrages sur la qualité de la langue.

Néanmoins, la résistance s'organise. Depuis 1997, l'Allemagne dispose en effet du Verein deutsche Sprache, devenu en quelques années le plus grand «club linguistique» d'Europe avec 27 000 membres dans plus de 100 pays (www.vds-ev.de). Ses activités sont multiples et pourraient assurément nous inspirer. Evidemment, leur énergie président, Walter Krämer, n'est pas linguiste, et encore moins germaniste; non, il s'agit tout bonnement d'un professeur de statistiques de l'Université de Dortmund ayant d'ailleurs œuvré plusieurs années aux Etats-Unis.

Terminons donc sur une note à la fois réconfortante et très récente pour la francophonie: Fin octobre 2006, se sont déroulées, à Poitiers, les Rencontres CNRS jeunes, sciences et citoyens. Environ 500 adolescents du monde entier se sont rassemblés au Palais des congrès du Futuroscope pour dialoguer et débattre avec des chercheurs de toutes disciplines; et ce dans quelle langue, s'il vous plaît? Eh bien, en français, tout simplement! Comme quoi...

Erich Weider



La section moldave de l'UPF Dix ans d'activité

Le *Courrier de Moldavie* de la section moldave de l'UPF est la seule publication en langue française. La publication s'est fixé comme objectif majeur de promouvoir une image vraie de la République de Moldavie et aussi, conformément au principe de la diversité culturelle qui nous guide dans notre activité, de lancer des concours, d'organiser des expositions, de refléter les activités culturelles francophones du pays.

Ces quatre dernières années, grâce à l'appui des organismes francophones suisses et des personnes privées, il a été possible de sortir notre bulletin une fois tous les deux mois avec un tirage de 1000 exemplaires. Ainsi, nous avons accordé le support didactique nécessaire aux lycéens de la République et aux étudiants des Facultés de journalisme et de sciences de la communication, d'histoire et de psychologie, de droit, en leur diffusant gratuitement des centaines d'exemplaires. En même temps, nous avons organisé plusieurs présentations du bulletin dans des districts et des villages de notre pays. On peut retrouver les collections du *Courrier* dans les plus grandes bibliothèques de la Moldavie et de la Roumanie.

Nous gardons l'espoir d'élargir notre collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur, les organismes francophones comme l'AUF, l'Alliance

française de Moldavie et d'autres, ainsi que de la faire efficace sous de multiples aspects.

Sorina Stefarta
Présidente de la section moldave de l'UPF

La section moldave de l'UPF, fondée en 1996, qui réunit aujourd'hui plus de 40 journalistes et éditeurs, est en pleine activité. Pendant une décennie, elle a organisé plusieurs manifestations culturelles francophones: les Journées Nikos Kazantzakis, des projections de documentaires, des expositions de presse moldave et francophone, le concours d'essais Le Coing d'Or, etc. Il convient de noter la participation active de nos membres aux Assises de la Presse francophone, à Moncton, 1999, à Paris, 2000, à Beyrouth, 2001, à Genève, 2003, à Ouagadougou, 2004, à Lomé, 2005 et à Bucarest, 2006, aux séminaires de formation professionnelle. Un des objectifs prioritaires de la section est la collaboration internationale. En ce sens, soulignons les liens étroits avec les confrères suisses, qui nous envoient régulièrement leur bulletin *L'Alouette*, la collection *Défense du français*.

En bref

La richesse des mots francophones

Gros jabot (personne aisée, à la Réunion)
Clapette (un bavard, en Belgique)
Zoufri (célibataire sans attache, au Maroc)
Un volier (une bande d'oiseaux en vol, au Québec)
Etre badane (cheveux rasés à zéro, en Nouvelle-Calédonie)
Coquer (donner des coups, à la Réunion)
Etre faille (fatigué, fané, dans l'océan Indien)
Nouchi (jeune délinquant, à Abidjan)
Pirelli (chaussures fabriquées avec des pneus de récupération, au Burundi).
Six mille trois cents mots de 60 origines différentes figurent dans un nouvel ouvrage qui vient de paraître. Des citations les complètent. Ce dictionnaire apporte la preuve de la diversité de nos cultures et montre, de manière étonnante, que la francophonie est un espace de créativité linguistique d'une richesse exceptionnelle.

Feuilleter «le vocabulaire de la francophonie», c'est passer un moment à la fois distrayant et instructif. L'ouvrage très complet se trouve également dans un coffret contenant *Le Nouveau Littré* aux Editions Garnier. D. F.

2^e Festival francophone de philosophie

Après une première édition à Saint-Maurice consacrée à l'origine et à l'identité, le 2^e Festival francophone de philosophie a eu lieu en septembre dernier, à Fribourg, sur le thème de la cité. Luc Ferry («L'esprit critique citoyen»), Albert Jacquard («Remettre en chantier la cité des hommes»), Alexandre Jollien («Peut-on être un citoyen heureux?») et une quarantaine de personnalités venues de tous

les horizons de la francophonie ont débattu des derniers développements de la «polis» contemporaine. Les trois journées du festival ont attiré plus de 4000 personnes.

La 3^e édition aura à nouveau lieu à Saint-Maurice, du 6 au 9 septembre 2007, et sera placée sous le signe de l'art et de la «beauté».

Guy Mettan, fondateur et coordinateur du festival

Votre appui pour la Semaine de la francophonie

Le Concours suisse romand de scrabble se prépare activement. Nous comptons sur votre présence pour l'accueil, pour jouer ou pour nous offrir des prix. Les compétitions se dérouleront dans les cafétérias Manor (entre 15 h et 17 h env.).
A Genève : lundi 19 mars
A Lausanne : mardi 20 mars

A Marin : mercredi 21 mars
A Vevey : jeudi 22 mars
A Sierre : vendredi 23 mars

Les 6 meilleurs scrabbleurs de chaque étape participeront à la grande finale, dimanche 25 mars, à Monthey.

Adresse: daniel.favre@francophonie.ch ou à l'ASJLF

Hervé Bourges et la rue Montmartre

Le président de l'UPF, Hervé Bourges, nous fait vivre, dans un livre qu'il vient de publier, l'évolution de cette longue rue qui va des anciennes halles aux Grands-Boulevards jusqu'au faubourg Montmartre, qui abrite le secrétariat international de Georges Gros. On y découvre des figures bien différentes portant les noms de Molière ou de Johnny Hallyday, ainsi que quantité de personnalités qui animent ou ont animé cette artère au cours des siècles. «Ma rue Montmartre» est une «petite chronique citadine, médiatique et politique», publiée chez Ramsay. D. F.

Salon du livre à Genève

L'UPF, en collaboration avec notre association, prépare, dans le Salon africain du livre et de la presse, une nouvelle exposition. Elle présentera

de manière attractive la diversité des journaux en Afrique et les meilleurs dessins de presse (du 2 au 6 mai 2007).

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur : Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.
Téléphone 021 653 12 20.
CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination : Jean-Pierre Molliet.

Abonnements : compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.— par an.

Impression : IRL s.a.

Publicité : page entière: 1500 fr. ;
1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr. ;
1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française
est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE